

Mise en œuvre de la péréquation nationale des tarifs de distribution de gaz naturel

Date de la contribution : 19/03/2026

3.1. Détermination des compensations prévisionnelles

Question 1 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la détermination des compensations prévisionnelles pour les ELD anciennement au tarif spécifique ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

voir question 8

Question 2 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la détermination des compensations prévisionnelles pour les ELD anciennement au tarif commun ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

voir question 8

3.2. Détermination des compensations définitives et fonctionnement du CRCP

Question 3 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la détermination des compensations définitives ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

voir question 8

3.3. Modalités de prise en compte des charges relatives à la péréquation du gaz dans la grille tarifaire nationale

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la prise en charge des surcoûts liés à la péréquation par la grille tarifaire de GRDF au 1er juillet 2026 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

voir question 8

Question 5 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la modification de la formule d'évolution annuelle de GRDF ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

voir question 8

3.4. Modalités de versement des compensations

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant les modalités de versement des compensations prévisionnelles ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

4.2. Scénarios d'impact de la péréquation tarifaire sur le tarif ATRD7 de GRDF au 1er juillet 2026

Question 7 : Avez-vous des remarques sur les montants des compensations prévisionnelles et sur les scénarios d'impact de la péréquation tarifaire sur le tarif de GRDF au 1er juillet 2026 ?

5. Structure tarifaire

Question 8 : Avez-vous d'autres remarques concernant les orientations envisagées par la CRE pour la mise en œuvre de la péréquation nationale des tarifs de distribution de gaz ?

Il nous semble difficile de répondre aux questions très précises qui précèdent la question n° 8. Notre réponse est plutôt une contribution de principe.

Nous tenons à rappeler que la péréquation est payée par les consommateurs (et pas par les opérateurs, les sommes étant intégrées au tarif).

Nous nous inquiétons des effets de cette péréquation entre opérateurs, qui entraînera une hausse des factures pour les clients des opérateurs à la gestion la plus efficace au bénéfice des autres, qui peuvent ne pas toujours avoir eu une gestion prudente.

Le gaz n'est pas considéré comme produit de première nécessité, étant une énergie « facultative » : il n'y a pas de droit au gaz justifiant que le consommateur paie l'accès à l'énergie quand les tarifs dérivent. Et si la gestion est défaillante, d'autres solutions pourraient être envisagées : par exemple, la collectivité pourrait, comme elle le fait si la régie d'eau est défaillante, apporter des subventions (articles L2224-1 et L2224-2 du Code général des collectivités locales). Nous rappelons que le maintien des ELD est un choix historique de certaines collectivités qui n'ont pas souhaité intégrer le principe de nationalisation. Ce choix est respectable, mais la proposition consistant à demander à GRDF de mettre en œuvre le dispositif de compensation d'un écart négatif entre recettes et charges ne règlera pas les difficultés réelles rencontrées dans l'exercice de leurs missions par les ELD concernées, cela consistera à reculer pour mieux sauter... Notre organisation estime que le modèle des ELD doit être reconsidéré de manière approfondie, pour établir s'il est viable aujourd'hui, dans une économie de marché, sans pour autant devoir ponctionner le modèle voisin, au détriment de plus de 10 millions d'usagers.

On peut aujourd'hui s'étonner, dans un monde de l'énergie ouvert à la concurrence, que des distributeurs soient également fournisseurs, et que l'accès à des offres de marché potentiellement moins coûteuses soit très difficile dans certaines ELD. Même si notre organisation n'était pas favorable à l'ouverture du secteur de l'énergie à la concurrence pour les consommateurs particuliers, cette singularité est aujourd'hui difficile à justifier.

On peut par ailleurs s'interroger sur la nature des dépenses à péréquer et les modalités à adopter pour ce faire. Nous demandons à cet égard de limiter le champ autant que possible, et d'élaborer les garanties qui permettraient de réduire les risques de dérive.

Dans cette perspective, nous suggérons de limiter les risques de dérives dans le temps, en instaurant un contrôle annuel sur les investissements de chaque ELD bénéficiant de la péréquation par la CRE plutôt qu'un contrôle tel que proposé par la CRE, qui semble plus faible que celui prévu par la loi de finances pour 2026. Nous regrettons que le texte proposé soit peu précis sur les modalités et la profondeur de ces contrôles.

De même les audits pourraient être renforcés afin de s'assurer que chaque ELD a bien agi de façon efficace comme le prévoit la loi.